

# **Améliorer la qualité de l'éducation en Afrique subsaharienne : Quelques résultats du Programme d'Analyse des Systèmes Educatifs de la CONFEMEN**

Par Katharina Michaelowa,  
Institut d'Economie Internationale de Hambourg (HWWA)

## ***1. Introduction***

Le défi d'améliorer l'éducation en Afrique subsaharienne comprend non seulement une dimension quantitative mais aussi une dimension qualitative. Depuis le forum mondial sur l'éducation pour tous en 2000 à Dakar au plus tard, il est devenu évident que le droit à l'éducation ne doit pas se limiter au droit d'être admis à l'école. Dans de nombreuses écoles, surtout dans les pays les plus pauvres, la qualité de l'éducation est si mauvaise que quelques années de scolarité ne garantissent pas l'acquisition des connaissances même les plus fondamentales. Selon une étude de la Banque Mondiale sur l'éducation au Ghana, une grande partie des élèves ne sont pas même alphabétisés au bout de six ans d'école primaire.<sup>1</sup> Dans beaucoup d'autres pays, notamment en Afrique subsaharienne, la situation est similaire. Il a été estimé, par exemple, que 25% des élèves en Namibie, et près de 20% en Zambie et au Zanzibar terminent la sixième classe du primaire sans connaissances significatives en lecture.<sup>2</sup>

Pour les pays africains francophones où les problèmes des systèmes éducatifs se posent avec une gravité encore plus accentuée qu'ailleurs<sup>3</sup>, le Programme d'Analyse des Systèmes Educatifs de la CONFEMEN (PASEC) mise à établir une base de données qui permet d'analyser le problème. L'objectif est de déterminer des politiques efficaces pour une amélioration de la qualité éducative tout en tenant compte des contraintes budgétaires dans les pays concernés. Grâce au PASEC, pour douze pays de l'Afrique francophone, des données sur les performances des élèves du primaire dans deux matières principales (les mathématiques et le français) ainsi que des informations sur leur environnement socio-économique et scolaire sont disponibles aujourd'hui. Basée sur les premiers résultats publiés par la CONFEMEN,<sup>4</sup> une analyse économétrique approfondie a été effectuée (Michaelowa 2000)<sup>5</sup>. L'analyse porte sur la cinquième classe du primaire (CM1) pour les cinq pays Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Sénégal et Madagascar. L'objectif de cette intervention est de présenter quelques résultats de cette analyse.

## ***2. Vue d'ensemble des résultats et propositions politiques***

Avec les données sur les acquisitions des élèves en français et en mathématiques, on possède un indicateur de la qualité éducative. La mise en relation des variables de l'environnement de l'élève, scolaire et extra-scolaire, avec ces acquisitions, permet de déterminer leur effet sur l'apprentissage. Comme il y a grand nombre de variables avec un effet positif, il s'agit par ailleurs d'en faire un choix selon leur coût-efficacité. Pour ainsi faire, les coûts des variables politiques doivent également être estimés.

---

<sup>1</sup> Banque Mondiale (1989): Basic Education for Self-Employment and Rural Development, Western Africa Region, Washington

<sup>2</sup> Saito, Mioko (1998): Gender versus Socio-Economic Status and School Location Differences in Grade 6 Reading Literacy in Five African Countries, SACMEQ Report No. 98.001, UNESCO Harare (Zimbabwe) (cf. p. 254).

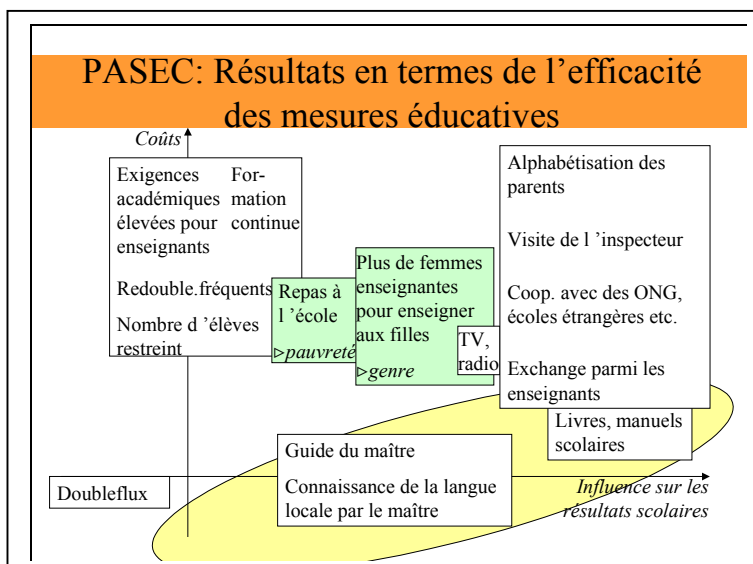
<sup>3</sup> Mingat, Alain et Bruno Suchaut (2000): Les systèmes éducatifs africains: une analyse économique comparative, Bruxelles (De Boeck); Michaelowa, Katharina (2000): Dépenses d'éducation, qualité de l'éducation et pauvreté: L'exemple de cinq pays d'Afrique francophone, Document technique no. 157, Centre de Développement de l'OCDE, Paris (cf. p. 12-13).

<sup>4</sup> CONFEMEN (1999): Les facteurs de l'efficacité dans l'enseignement primaire : Les résultats du programme PASEC sur neuf pays d'Afrique et de l'Océan indien, Dakar

<sup>5</sup> Michaelowa, Katharina (2000), op.cit (note 3).

La Figure 1 montre certaines variables jugées particulièrement intéressantes d'un point de vue politique, dans un schéma de coûts-bénéfices. Il s'agit de variables politiques uniquement. D'autres facteurs, tels que l'importance du français dans la vie quotidienne des enfants, ne seront pas discutés ici puisqu'ils se situent à l'extérieur de l'influence politique. Les coûts sont rapportés sur l'axe verticale et les effets sur les acquisitions scolaires des élèves sur l'axe horizontale. Ce sont ces derniers qui sortent de l'analyse économétrique, tandis que les coûts sont estimés d'une façon très approximative.

**Figure 1**



L'ovale jaune caractérise la région des variables politiques les plus efficaces, c'est à dire à faible coûts et à efficacité significative (côté sud-est du graphique). C'est l'équipement en livres qui l'emporte en termes d'efficacité. Au niveau de la famille, la disponibilité de livres est plus importante que celle d'autres médias tels que la radio ou la télévision, et, en même temps, ils sont beaucoup moins chers. Donner accès à des bibliothèques publiques (éventuellement des bibliothèques mobiles) peut être encore moins coûteux qu'une distribution de livres. Des manuels scolaires adaptés à l'apprentissage des enfants d'un certain âge et utilisés en classe ne coûtent pas plus cher et entraînent des résultats encore plus favorables : La disponibilité de livres à la maison fait monter le score d'un élève d'environ 6% du score moyen, la disponibilité des livres de mathématiques et de français utilisés en cours les fait monter de 18% du score moyen.

Comparé à l'équipement avec des livres, l'effet de toute autre mesure se montre plutôt modeste. Cependant, certaines mesures peuvent être introduites presque sans coûts et montrent donc également une relation coûts-bénéfices très favorable. Ces mesures comprennent l'emploi des maîtres dans les régions dont ils parlent la langue, et leur équipement avec des guides du maître pour les sujets qu'ils enseignent.

D'autres gains en termes d'efficacité sont possibles à travers l'abandon de certaines mesures très coûteuses mais peu efficaces (côté nord-ouest du graphique). Leur abandon permettrait de libérer des ressources pour des mesures avec un effet plus marqué sur les acquisitions scolaires. Parmi ces politiques les moins efficaces il y a notamment la politique des redoublements fréquents, dans l'ordre de 20% pour l'Afrique francophone en générale,<sup>6</sup> qui entraîne des pertes en termes de scolarisation sans pour autant avoir un effet réellement positif sur les apprentissages.<sup>7</sup> De même, l'analyse démontre l'inefficacité de la formation des maîtres telle qu'elle est administrée

<sup>6</sup> Données de l'UIS pour 2000. MIEDAF (2002): Scolarisation primaire universelle: un objectif pour tous, document statistique MINEDAF VIII, Dar-es-Salaam (cf. p. 50).

<sup>7</sup> Pour plus de détails sur les abandons, voir aussi CONFEMEN (1999, op.cit., chapitre V), et CONFEMEN (2003) : L'analyse du suivi de cohorte pour la Côte d'Ivoire et le Sénégal, à paraître.

aujourd'hui. Il paraît que, sans une révision importante du programme de formation académique et professionnelle, des exigences élevées en termes d'années d'étude augmentent considérablement les coûts éducatifs sans pourtant mener à de meilleurs résultats scolaires des élèves. Par ailleurs, aucun effet positif n'a pu être attribué à une restriction du nombre d'élèves dans une classe. Dans le contexte éducatif actuel, caractérisé, entre autres, par une pédagogie frontale et un grand nombre d'élèves, il paraît donc qu'une restriction du nombre d'élèves entraîne des coûts sans entraîner des bénéfices significatifs.

Ce résultat met en question également la politique du double flux (double vacation) souvent introduite pour permettre la scolarisation d'un grand nombre d'élèves sous la restriction d'un manque de personnel et d'infrastructure. Cependant le double flux peut entraîner des effets très négatifs sur l'apprentissage des enfants (dans l'ordre de 11% du score moyen) – dû entre autres à la réduction des heures de cours des élèves et à la charge supplémentaire du maître. Il convient donc de réfléchir à l'utilisation de ce mode de gestion. Cependant il faut noter que, actuellement, le double flux se présente sous des formes très variées dans les différents pays analysés, et qu'une recommandation générale est donc difficile à formuler.

Les facteurs présentés au nord-est du graphique sont plus difficiles à juger par rapport à leur efficacité par ce que leurs coûts sont difficiles à estimer et dépendent beaucoup du contexte local. L'alphabétisation des parents par exemple, exerce clairement une influence positive sur l'apprentissage des enfants. Si les parents jugent qu'une alphabétisation peut leur être utile pour leur propre travail, ils vont être intéressés et ouverts à apprendre. Cependant, s'ils jugent cela inutile dans le contexte de leur propre vie quotidienne, cette mesure sera coûteuse et généralement sans résultat durable.

Concernant la visite des inspecteurs, il sort de l'analyse que l'échange avec une personne extérieure à l'école et la valorisation d'un bon enseignement sont très favorables aux acquisitions des élèves. La visite de l'inspecteur dans les classes du CM1 fait monter, en moyenne, le score des élèves de 14% du score moyen. Cependant la formation et le recrutement de nouveaux inspecteurs et leur envoi dans des régions éloignées entraîne en même temps des coûts importants.

La coopération des écoles avec des ONG et des écoles étrangères, ou d'autres approches innovatrices, se montrent également favorables aux apprentissages des enfants. Malheureusement, il est difficile de discerner les différents facteurs submergés sous le titre de « projets pilotes » et de comparer leur coûts et bénéfices. Cependant, le résultat montre qu'il peut être avantageux d'encourager les écoles à expérimenter avec des modes de gestion et de financement innovateurs.

Les échanges entre enseignants sont clairement bénéfiques à l'apprentissage des élèves. Cependant les mesures à prendre pour encourager leur échange ne sont pas toujours évidentes. Dans un pays comme Madagascar avec un taux élevé d'écoles rurales, le manque d'échanges s'explique probablement par la distance à parcourir et pourrait donc être remédié assez facilement en organisant des réunions régulières pour sortir ces maîtres de leur isolement. Dans un pays comme le Sénégal, par contre, où l'échantillon comprend dans leur majorité des écoles urbaines, l'échange très limité entre les enseignants doit surprendre et les mesures à prendre nécessitent une réflexion approfondie.

Finalement les facteurs au milieu de la Figure 1 restent à expliquer. Ils se distinguent des facteurs discutés auparavant puisqu'ils introduisent une seconde dimension dans la définition des objectifs. C'est pourquoi ils sont mis en évidence, dans le graphique, par un fond vert. Si l'on ne considérait que l'effet sur les acquisitions scolaires, ils ne se placeraient pas parmi les mesures politiques prioritaires. Cependant, considérant les deux objectifs supplémentaires, la réduction de la pauvreté et la promotion de la femme, ces mesures paraissent en effet très importantes. Il s'agit d'un support

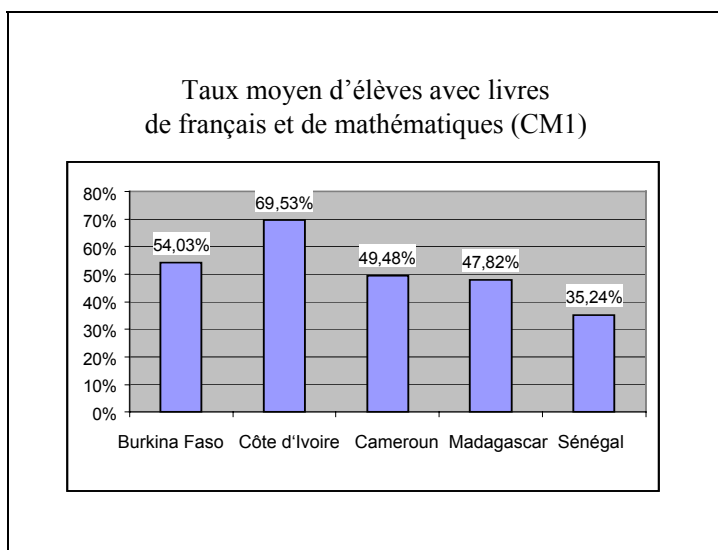
nutritionnel à l'école d'un côté, et du recrutement d'un nombre plus élevé de femmes enseignantes pour enseigner aux filles. Ces facteurs seront repris dans la section suivante qui discute certaines mesures prioritaires d'une façon plus détaillée.

### 3. Quelques résultats en détail

#### 3.1. La disponibilité des livres

Comme discuté plus haut, la disponibilité et l'utilisation de livres (ou de manuels scolaires) en classe est d'une importance primordiale sans pourtant entraîner des frais élevés. Cependant, à part la Côte d'Ivoire, les taux d'élèves équipés avec des livres de mathématiques et de français sont extrêmement bas (cf. figure 2). Même si l'on admet qu'il peut être plus difficile et plus coûteux d'équiper les derniers pourcentages d'élèves, il reste une marge de manœuvre considérable dans tous les pays, et notamment au Sénégal, à Madagascar, en Cameroun et au Burkina Faso.

Figure 2



Source : PASEC

#### 3.2. Les connaissances de langue des enseignants

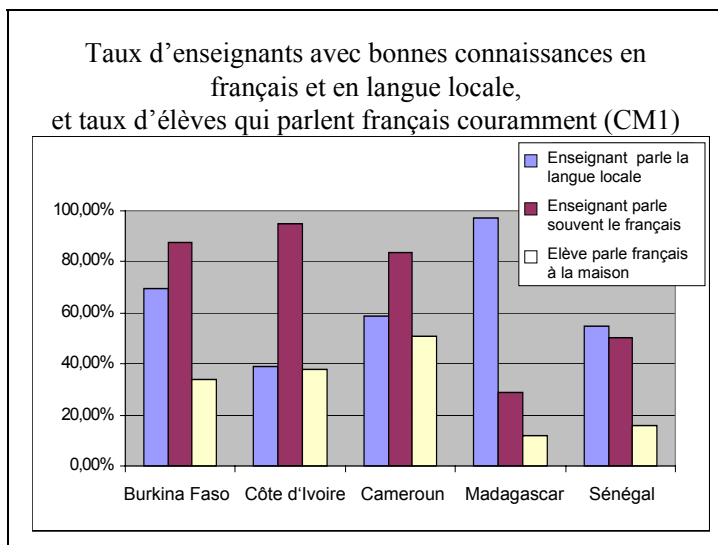
L'analyse économétrique a démontré que la maîtrise des langues locales et d'enseignement des enseignants entraîne des effets positifs et significatifs sur les acquisitions scolaires des élèves. On trouve cette relation positive non seulement pour les connaissances du français mais aussi pour les connaissances de la langue locale. La connaissance de la langue locale permet à l'enseignant d'être plus proche de l'élève, de communiquer avec les parents et de s'insérer dans la communauté locale. Comme il s'agit ici uniquement d'un problème de sélection et de répartition des enseignants, les mesures adéquates peuvent, dans le cas idéal, être effectuées sans coûts.

La Figure 3 présente les marges de manœuvre des différents pays par rapport à cette variable politique. La présentation du taux d'élèves parlant le français à la maison permet une comparaison entre les connaissances des maîtres en français et l'importance de cette langue dans la vie quotidienne du pays.

Il est évident que la connaissance du français dans la population est liée à celle des professeurs. Mais la comparaison entre pays reflète également une politique délibérée avec d'apparentes différences dans les priorités. Au Sénégal et à Madagascar par exemple, la connaissance du français dans la population est à peu près la même. Cependant le Sénégal semble veiller beaucoup plus à ce que les enseignants parlent couramment cette langue. Si l'on compare la Côte d'Ivoire et le Cameroun, on se rend compte qu'en Côte d'Ivoire, le français est moins répandu dans la population mais plus répandu chez les enseignants. On peut supposer que cela est dû à une politique délibérée qui accorde un poids important à la maîtrise du français dans la sélection des maîtres. Cependant ce même pays semble sous-estimer l'importance de la langue locale. Les taux d'enseignants qui

parlent la langue locale y sont les plus bas parmi les cinq pays analysés. Dans tous les pays, mais tout particulièrement en Côte d'Ivoire, il semblerait donc utile de réformer la politique de la répartition des enseignants dans les différentes régions du pays.

**Figure 3**



Source : PASEC

### 3.3. Acquisitions scolaires et pauvreté

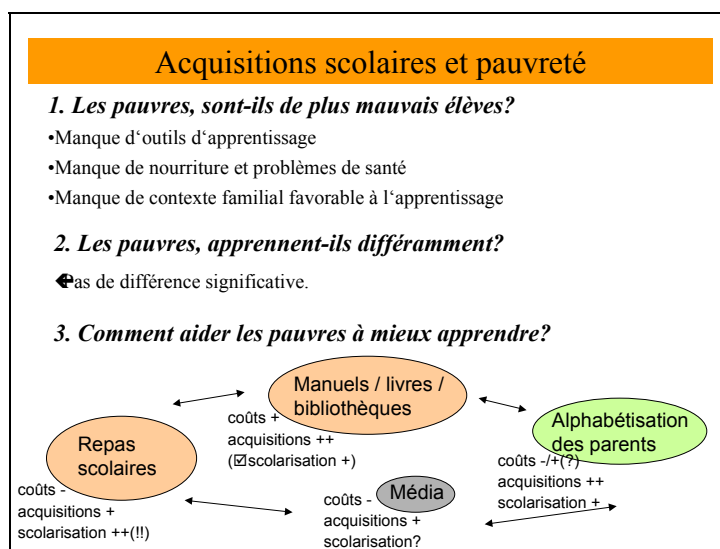
Si l'on veut cibler particulièrement les pauvres et donc joindre les deux objectifs d'une éducation de qualité et d'une réduction de la pauvreté, il faut d'abord se poser la question : pourquoi les pauvres, ont-ils souvent de plus mauvais résultats que leurs camarades de classe plus aisés? Il paraît que ce n'est pas le manque de moyens financiers en tant que tel qui entraîne ce résultat. Cependant, sans un minimum de ressources, certains outils favorables à l'apprentissage, notamment les livres et d'autres médias, ne peuvent pas être achetés. De plus, la pauvreté est souvent accompagnée de malnutrition et de problèmes de santé qui rendent difficiles la scolarisation régulière et les apprentissages des enfants. Par ailleurs, dans un milieu pauvre, le contexte familial est souvent défavorable aux acquisitions des enfants: les parents sont souvent eux-mêmes analphabètes et les enfants manquent de temps, d'espace et de calme pour faire les devoirs etc.

A partir de ce constat, on peut se demander si l'apprentissage des pauvres est plus sensible par rapport à certaines variables que l'apprentissage d'autres enfants. Par exemple, on pourrait supposer que les pauvres, eux, profiteraient d'un petit nombre d'élèves dans la classe parce qu'ils ont un besoin particulier d'être encadrés et suivis individuellement. Cependant les données ne supportent pas ce genre d'hypothèse et il semble qu'il n'y ait pas de différence significative entre l'apprentissage des enfants d'un milieu pauvre et d'un milieu aisé, mis à part les problèmes discutés plus haut.

Quelles sont donc les mesures appropriées pour aider les enfants pauvres à mieux apprendre ? Ce sont des mesures qui répondent aux problèmes particuliers des pauvres: Dotation en outils pédagogiques, alimentation régulière et équilibrée et enrichissement culturel de leur environnement familial. Concernant les outils pédagogiques, on se retrouve encore une fois avec la recommandation prioritaire de donner accès aux livres (mesure indiquée en orange dans la Figure 4 ci-dessous). Cette mesure n'est donc pas seulement efficace pour tous les enfants, elle s'avère aussi particulièrement importante pour réduire le désavantage des enfants pauvres. La disponibilité d'autres médias, on l'a déjà vu, est plus coûteuse à réaliser et moins bénéfique en termes d'apprentissage (couleur grise dans Figure 4). L'efficacité de l'alphabétisation des parents dépend du contexte. Cependant une autre mesure très bénéfique pour les élèves ressortissant d'un milieu pauvre est l'introduction de repas scolaires. Comme les coûts d'une cantine scolaire et d'un déjeuner complet pour tous les enfants ne sont pas négligeables, on peut également considérer des

mesures intermédiaires comme une distribution de lait ou d'autres petites collations riches en vitamines et en minéraux. Par ailleurs il peut être envisagé de limiter la distribution gratuite aux familles les plus démunies. Tout effort dans cette direction est susceptible non seulement d'améliorer les performances scolaires des élèves concernés, mais aussi d'augmenter le taux de scolarisation chez les enfants pauvres et de réduire sensiblement leur taux de déperdition.

Figure 4



### 3.4. Acquisitions scolaires et la différence des sexes

La comparaison directe des résultats scolaires des garçons et des filles ne montre que peu de différences significatives entre les sexes. Ceci peut surprendre étant donné que des enquêtes dans d'autres régions du monde ont tendance à relever un avantage significatif des filles du moins dans les disciplines de langues et de lecture. Par exemple, l'enquête PISA montre qu'en lecture, les filles l'emportent sur les garçons dans tous les pays enquêtés.<sup>8</sup> Parmi les pays du PASEC étudiés ici, cette tendance ne se retrouve qu'à Madagascar.

Si l'on essaye de trouver des explications pour cela, on est porté à comparer non seulement les résultats des enfants, mais aussi leur façon d'apprendre. Dans le cadre des pays du PASEC, l'analyse des différences dans l'apprentissage des enfants selon leur sexe démontre que les filles profitent d'une façon significative d'une enseignante féminine. Les garçons de leur côté montrent de meilleurs résultats par rapport aux filles quand l'enseignant est un homme. En fait, la différence entre les acquisitions des filles et des garçons est accrue d'environ 6,5% du score moyen en faveur des derniers quand l'enseignant est un homme.

Il convient donc de noter l'importance du sexe de l'enseignant. D'autres études sur l'Afrique confirment ce point de vue en soulignant l'impact positif des enseignantes sur la scolarisation des filles et sur une réduction de leur taux de déperdition.<sup>9</sup> Ces résultats s'expliquent certainement, d'une part, par le rôle modèle de l'enseignant. D'autre part, il peut être supposé que les graves problèmes de harcèlement sexuel dans beaucoup d'écoles d'Afrique sub-saharienne contribuent également à cet effet.<sup>10</sup> On pourrait donc réfléchir à une séparation des élèves par sexe, avec un enseignant du même sexe pour chaque groupe d'enfants. Cependant, pour permettre aux filles d'être enseignées plus souvent par des femmes, il faudra tout d'abord encourager plus de femmes à choisir la profession enseignante.

<sup>8</sup> OECD (2001): Knowledge and Skills for Life, First Results from PISA 2000 (cf. p. 123).

<sup>9</sup> Voir, par exemple, Mingat, Alain et Bruno Suchaut (2000, op.cit).

<sup>10</sup> Voir, par exemple, Proteau, Laurence (1998): Itinéraires précaires et expériences singulières – La scolarisation féminine en Côte d'Ivoire; dans: Marie-France Lange (dir. pub.): L'école et les filles en Afrique – Scolarisation sous conditions, Paris (Karthala), p. 27-71

Figure 5

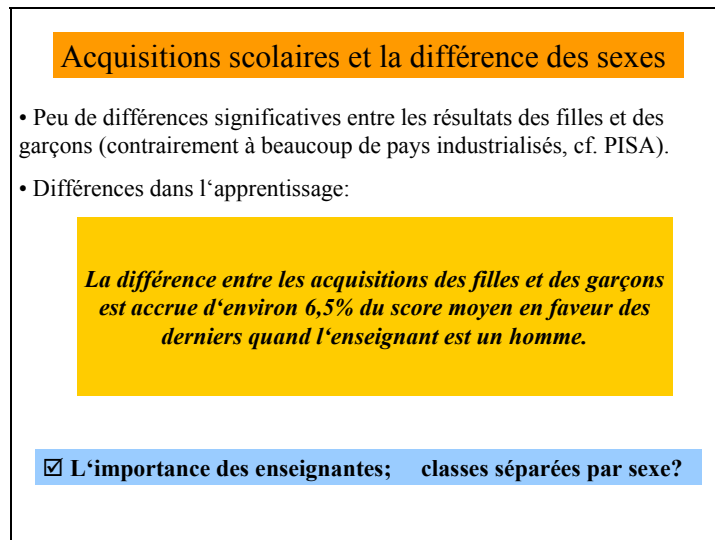
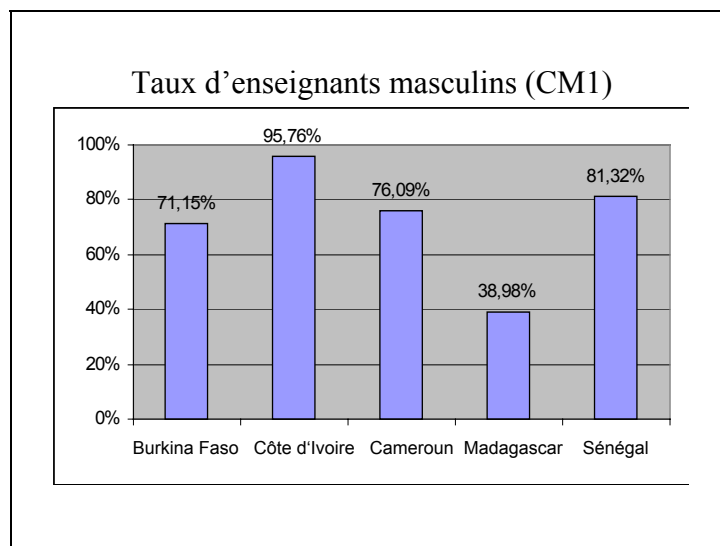


Figure 6 montre que dans tous les pays à part Madagascar, les femmes enseignantes sont plutôt rares parmi les maîtres du CM1. La Côte d'Ivoire représente le cas le plus extrême avec 96% d'enseignants masculin au CM1 dans l'échantillon du PASEC.

Figure 6



Source :PASEC

#### 4. Conclusions

La discussion de l'efficacité de différentes mesures par rapport à leur efficacité pour l'amélioration de la qualité éducative en Afrique francophone sub-saharienne montre que, même à budgets restreints, des progrès significatifs sont possibles. Dans l'ensemble, deux aspects sortent clairement de l'analyse :

- Il existe des mesures efficaces et peu coûteuses qu'il faudrait aborder avec priorité dans tous les pays analysés. Ces mesures comprennent, notamment, l'équipement des élèves avec des livres ou manuels scolaires. La marge de manœuvre pour ce genre de mesures semble assez grande pour tous les pays examinés.
- Il est possible de joindre plusieurs objectifs. Ainsi, des mesures telles que la distribution de repas scolaires ne sont pas seulement favorable à l'apprentissage des élèves, mais aident également à lutter contre la malnutrition. De même, encourager les femmes à entrer dans la profession enseignante peut améliorer les acquisitions scolaires des filles et représente, en même temps, un nouveau pas vers l'égalité des sexes.

